

Les syndicats inquiets pour le centre des impôts

Réduction d'effectifs, fermetures de services ou diminution de l'accueil du public, les syndicats sont inquiets pour l'avenir. Un rassemblement était organisé le 4 mai devant le centre des finances publiques.

Six semaines après la "journée morte" organisée à l'échelon national par les syndicats de la direction générale des finances publiques (DGFIP), l'inquiétude est encore très présente. À Marennes, un "débrayage" était organisé le vendredi 4 mai après des actions similaires lancées à La Rochelle et à Saintes les jours précédents. L'occasion d'expliquer les revendications au public, tout en proposant la signature d'une pétition.

Suppressions de postes et réduction de l'accueil du public

Salarié dans cette antenne marennaise, Robert Franck (CGT Finances publiques) était accompagné de ses collègues Laurent Delangeas (Solidaires Finances publiques) et Georges Psaila (CFDT Finances publiques), venus de La Rochelle. Tous les trois redoutent les conclusions du rapport Cap 2022 (Comité action publique 2022) mis en place par le gouvernement pour réfléchir sur l'avenir de l'action publique. Sachant que 50 000 suppressions d'emplois ont déjà été annoncées dans la fonction publique d'État d'ici la fin du quinquennat, les syndicats s'attendent à perdre près de 18 000 postes d'ici quatre ans au sein des finances publiques.

Selon leurs projections, une cinquantaine d'emplois serait même menacée dès l'année prochaine en Charente-Maritime. "Et à Marennes, nous craignons de voir la fermeture du service des



Plusieurs agents se sont rassemblés le 4 mai devant le Centre des finances publiques de Marennes..

© D.R.

entreprises et du service de publicité foncière d'ici 3 à 5 ans", indique Robert Franck.

"Les agents finissent par craquer"

À terme, le représentant CGT voit également pointer la fin de l'accueil du public au profit de simples permanences organisées sur rendez-vous. "Si on prend ce chemin-là, la situation va devenir très compliquée pour les personnes âgées, ou pour les plus jeunes d'ailleurs, qui auront du mal à remplir les formulaires sur Internet. De

façon générale, le droit à l'information risque de plus être respecté dans certaines zones rurales", indique-t-il.

Parmi la centaine de personnes signataires de cette pétition, le maire de Marennes, Mickaël Vallet, s'est notamment déplacé. L' élu a prévu de rencontrer prochainement l'intersyndicale pour aborder le sujet. Un vrai motif d'inquiétude qui concerne aussi les conditions de travail alors que le Centre des finances publiques de Marennes a déjà perdu 7

postes depuis 2010 (sur un total de 44 agents). "Nous avons une mission de service public à remplir mais nous n'avons plus les moyens de le faire correctement. Quand on est consciencieux, on se surinvestit pour essayer de faire face à la masse de travail, et les agents finissent par craquer au bout d'un moment", ajoute Robert Franck. De nouvelles actions sont prévues entre le 14 et le 18 mai à Rochefort, Saint-Jean-d'Angély, Jonzac et Royan. ■

David Labardin